

La mairie clôt son « Grand dialogue » avec les citoyens

Sébastien Darsy, s.darsy@sudouest.fr



La clôture du « Grand dialogue citoyen » s'est déroulée mercredi dernier à l'hôtel de ville de Bordeaux en présence des participants, des intervenants et des élus. - S. D.

Lancé il y a quinze mois par la municipalité, le « Grand dialogue citoyen » sur l'urgence climatique s'est terminé la semaine dernière. Que restera-t-il des propositions des Bordelais consultés ?

Illustration de la « démocratie permanente » entreprise par la municipalité écologiste élue en 2020, le « Grand dialogue citoyen » a été dédié à « l'urgence climatique ». Son ambition était de recenser les propositions issues des habitants pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et adapter Bordeaux au changement du climat. Pour quels résultats, quelle efficacité ? Démarré début 2023, ce « dialogue » s'est achevé mercredi dernier lors d'une journée de clôture à l'hôtel de ville en présence des élus, intervenants et citoyens ayant participé à la démarche.

Pierre Hurmic le répète à l'envi : « Ma première décision en tant que maire a été de décréter, à Bordeaux, l'urgence climatique. » Laquelle devait s'accompagner de la mobilisation des Bordelais afin de guider les décisions des élus. Lors de ce « dialogue », la mairie est donc allée à leur rencontre, a sollicité la participation de volontaires et créé des groupes de travail.

« Digérer ce travail »

De ce remue-méninges sont ressorties de nombreuses idées à mettre en œuvre. « J'ai été bluffé par la richesse des réflexions, la qualité de vos propositions, nous avons eu raison d'avoir fait appel à vous », s'est réjoui le maire écologiste lors de son discours de « clôture ». Tout en promettant que « tout cela ne restera pas lettre morte ».

Son adjointe en charge de la démocratie permanente, Tiphaine Ardouin, considère que Bordeaux « a expérimenté une nouvelle façon de porter des sujets importants avec les citoyens ; il va nous falloir du temps pour digérer ce travail ». À l'image des conventions citoyennes lancées par le gouvernement (« pour le climat » et « sur la fin de vie »), le processus de ce dialogue était inédit. La première étape a pris la forme d'un « parlement mobile » installé dans huit places de la ville. Les habitants étaient invités à répondre à la question : « Quelle est votre urgence climatique ? » Puis des réunions publiques avec des chercheurs ont été programmées.

La deuxième étape fut la plus prolifique : l'instauration d'une « convention citoyenne sur l'urgence climatique ». D'octobre 2023 à février 2024, 100 habitants tirés au sort ont effectué 4 800 heures cumulées de bénévolat pour livrer 50 pages de propositions concrètes et ambitieuses (1). « Vous êtes venus nous chercher mais on ne va pas vous lâcher », avait lancé aux élus, le 9 février, les porte-parole des conventionnés lors de la restitution de leurs travaux.

Budget participatif

Qualifié en interne « d'atterrissage », la troisième et dernière étape du dialogue s'est concrétisée par des rencontres au cours desquelles les conventionnés ont soumis leurs souhaits aux directeurs de service de la mairie, de Bordeaux Métropole et du Conseil départemental.

Clap de fin ? Pas vraiment. Tout en clôturant le dialogue, la mairie a procédé à un « redécollage » : le lancement d'un « budget participatif ». L'idée n'est pas novatrice. Elle avait été mise en place une première fois par l'ancien maire Alain Juppé (2,5 millions d'euros débloqués sur le thème du « développement durable »). Pour sa troisième édition, le budget de 2024 (2 millions d'euros) concerne « la lutte contre le dérèglement climatique ». Les Bordelais peuvent faire part, jusqu'au 7 juillet, de leurs propositions d'initiatives originales qui, si elles sont retenues par les élus, seront financées.

« Vous êtes venus nous chercher mais on ne va pas vous lâcher »

Décisions « colorées »

Place des animaux dans la ville, avenir des terrasses, réaménagements urbains (place Stalingrad, allées de Tourny...), végétalisation des rues, rénovation des boulevards, réparation de la porte de la mairie... De nombreuses consultations, compilées sur le site Internet de la Ville Bordeaux participation (2), ont été lancées ces quatre dernières années sur de multiples thématiques. Mais il est difficile d'en mesurer l'impact sur les décideurs.

« La décision des élus est colorée pour tous les éléments formulés par le dialogue », défend Pascal Jarry, directeur de la Mission démocratie permanente de la Ville. « Le clientélisme, c'est lorsque les gens viennent demander des choses aux élus. Nous, nous faisons l'inverse, nous demandons aux habitants de s'investir. Et à la fin, ce sont les élus qui décident au nom de l'intérêt général. »

Et consulter n'empêche pas d'agir : plantation d'arbres, diminution de l'éclairage public, restriction de la place de la voiture et bien d'autres mesures « d'urgences climatiques » ont déjà été prises... sans attendre la clôture du « grand dialogue ».

(1) « Sud Ouest » a publié une synthèse de ces propositions sur Internet et dans son édition du 13 février. (2) participation.bordeaux.fr.

Publié le 22/05/2024 – Sud-Ouest – Sébastien Darsy